

a été la fluctuation marquée de l'entrée nette de capitaux à long terme. Elle est tombée à 410 millions en 1955, ce qui représente moins de 60 p. 100 du déficit du compte courant, tandis qu'elle avait plus que suffi à contre-balancer le déficit courant au cours des années précédentes. En 1956, cependant, l'entrée de capitaux à long terme a connu une nouvelle augmentation très marquée; elle s'est établie à 1,350 millions et a contre-balanqué presque tout le déficit sans précédent. Un des facteurs qui ont contribué à ce changement est le fait que les Canadiens ont été plus portés à emprunter aux États-Unis par la vente de valeurs canadiennes sur le marché américain, par la suite de la pression monétaire plus grande en fin de 1955 et au cours de 1956. Les nouvelles émissions de valeurs canadiennes vendues à l'étranger ont provoqué une hausse considérable de l'importation de capitaux. Par contre, l'exportation de capitaux destinés au rapatriement des obligations canadiennes détenues aux États-Unis a été moins considérable qu'en 1955. L'entrée de capitaux pour l'achat d'actions ordinaires de l'industrie canadienne a continué d'augmenter pendant ces deux années sous forme de placements directs dans des sociétés établies au Canada mais contrôlées par des étrangers et sous forme de placements en valeurs canadiennes.

En 1955, à la suite de ces mouvements de capitaux, le Canada a obtenu des ressources matérielles additionnelles de l'étranger en vue de mettre à exécution un plus vaste programme d'immobilisations en utilisant le surplus de capitaux à long terme des années d'après-guerre. En conséquence, les capitaux à court terme ont joué un rôle plus important pour contre-balancer le déficit en 1955 qu'en 1956 ou les années précédentes. Ce sont surtout les États-Unis qui ont contribué à l'augmentation des capitaux à court terme en 1955. Plus de la moitié de l'entrée nette de capitaux américains (425 millions) consistait en capitaux à court terme. Ces mouvements comprenaient une augmentation de l'avoir en dollars canadiens détenu par des étrangers, une réduction des réserves officielles d'or et de devises et des fluctuations des effets commerciaux à recevoir et à payer. Les capitaux provenant du Royaume-Uni ont atteint 199 millions, soit leur plus haut point d'après-guerre. L'augmentation tient surtout à la baisse de l'avoir des Canadiens en livres sterling.

Par contre, les capitaux à long terme ont contre-balanqué presque tout le déficit courant en 1956, car le rythme extraordinaire de l'expansion économique du Canada a fait croître la demande de capitaux, de marchandises et de services. En 1956, le volume sans précédent des investissements et le niveau déjà élevé de l'activité économique ont soumis l'économie canadienne à des tensions qui ont eu des répercussions sur les mouvements de capitaux. On a déjà signalé que ces tensions ont contribué fortement aux lourds déficits du compte courant, l'économie canadienne ayant recours, dans une large mesure, aux marchandises et aux services d'autres pays pour compléter sa production. De fortes pressions se sont également exercées sur le marché canadien des capitaux et les taux d'intérêt ont subi des hausses prononcées. Les taux d'intérêt ont également connu des hausses sur les marchés étrangers, mais l'écart entre les taux du Canada et ceux des États-Unis s'est accentué. Cela a amené les gouvernements provinciaux, les municipalités et les sociétés à emprunter un volume imposant de capitaux étrangers. Ces entrées se sont ajoutées à celles qui n'ont cessé ces dernières années sous forme d'investissements directs dans des entreprises contrôlées par des étrangers et sous forme de placements en valeurs canadiennes. Ces deux formes de placements ont atteint de nouveaux sommets en 1956. Les placements directs se sont élevés à 595 millions en 1956. Les transactions sur valeurs canadiennes se sont soldées par une entrée nette de 748 millions, dont 265 millions d'actions. A eux seuls, ces deux groupes de transactions ont ajouté 1,343 millions au passif à long terme du Canada. En plus d'autres petites entrées de capitaux à long terme provenant des ventes de valeurs étrangères et des remboursements de prêts, il y a eu une sortie de 110 millions de dollars pour fins de placements directs à l'étranger. Cela a porté à 1,350 millions le total des entrées de capitaux à long terme contre 410 millions l'année précédente.

Les placements canadiens directs à l'étranger ont atteint le sommet sans précédent de 110 millions. Environ 70 p. 100 de la sortie nette est allée aux États-Unis et a donné aux Canadiens le contrôle de certaines entreprises américaines déjà établies, surtout dans le domaine du commerce de détail. Il y a eu aussi certains placements dans les services publics de l'Amérique latine.